

# L'Europe ou la croissance épuisée

La croissance ralentit en Europe plus que partout ailleurs. La faute à un double problème d'offre : offre de travail, offre de produits. Bien sûr, rien n'est perdu. Mais il faut agir pour relancer les moteurs de la prospérité.

---

Les Echos · 12 mar. 2019 · La chronique de Jean-Marc Vittori

---

La croissance ralentit en Europe plus que partout ailleurs. La faute d'un double problème d'offre : offre de travail, offre de produits, explique Jean-Marc Vittori. Bien sûr, rien n'est perdu. Mais si elle ne veut pas – comme cela semble être le cas aujourd'hui – rester à l'écart des grandes révolutions technologiques qui feront demain sa prospérité, il faut agir vite. Ce n'est pas tant une question de moyens qu'une affaire de coordination à l'échelle du continent.



L'Europe peine de plus en plus à tenir ses promesses. Elle préserve certes encore la paix et la liberté, qui étaient au cœur de sa construction amorcée dans les années 1950. Mais l'Europe ne peut pas être seulement politique. Son union s'est bâtie sur l'économie. Le charbon et l'acier au départ, puis l'agriculture, un marché unique de marchandises, la monnaie commune, une unification bancaire et financière... Ces rapprochements promettaient la prospérité.

Or, l'Europe ressemble à une vieille voiture dont le moteur étouffe dès qu'il accélère. Après une croissance à 2,5 % en 2017, la plus forte depuis une décennie, la zone euro avait ainsi ralenti à 1,8 % dès 2018. Il y a trois mois, on pouvait espérer que cette allure se maintiendrait en 2019. Las ! A en croire les dernières prévisions de l'OCDE, le forum de réflexion des pays avancés, elle ne devrait plus être que de 1 %. L'OCDE se risque même à prévoir la récession dans un grand pays, l'Italie en l'occurrence. Ce qui ne lui était jamais arrivé en temps normal, quand aucune crise ne lamine l'activité.

Cette anémie est surprenante et même un peu vexante. L'économiste en chef de l'OCDE, Laurence Boone, a bien sûr raison de parler de « vents contraires » : ralentissement en Chine, tensions protectionnistes qui pèsent sur l'investissement, difficultés de certains pays émergents, Brexit. Mais ces vents contraires devraient freiner davantage le reste du

monde. Or, la Chine galope encore à 6 % de croissance cette année (selon des chiffres toutefois de plus en plus sujets à caution). Les Etats-Unis continuent d'avancer à près de 3 % l'an, alors que les entreprises devraient logiquement avoir du mal à recruter avec un taux de chômage inférieur à 4 %. Les gains de productivité y sont trop faibles pour expliquer le mystère. Le pays va même fêter au printemps la plus longue période de croissance de son histoire.

L'Europe, elle, semblait pouvoir compter sur un socle de croissance solide, avec des consommateurs qui ont souvent eu des augmentations de salaire et qui ont manifestement envie d'acheter. Mais ce socle se révèle plus friable qu'on ne le pensait. Le Brexit ne saurait tout expliquer. Il est certes normal que le sujet obsède journalistes et économistes anglo-saxons. Et le Royaume-Uni souffre à n'en pas douter d'un attentisme qui s'éternise, comme l'a rappelé l'OCDE (l'investissement se tasse outre-Manche depuis deux ans). Mais l'impact sur le continent reste pour l'instant minime.

Il faut donc aller chercher ailleurs. Sans se focaliser sur la politique économique : la Banque centrale européenne va maintenir des taux d'intérêt extraordinairement bas au moins jusqu'à la fin de l'année, et la politique budgétaire redevient expansive à l'échelle de la zone euro – même si elle est loin de la générosité américaine.

L'Europe bute sur deux problèmes d'offre. Le premier est l'offre de travail. Cela peut paraître surprenant dans une Union où le taux de chômage atteint encore 6,5 %, et même 7,8 % dans la zone euro – soit le double du taux américain. Mais l'accélération des salaires, avec un coût horaire du travail en hausse de 2,5 %, est un signe qui ne trompe pas. Elle traduit des difficultés de recrutement plus grandes qu'ailleurs. Les entreprises européennes peinent non seulement à trouver les compétences qu'elles cherchent, mais aussi à les former et à réorganiser leur fonctionnement, en conséquence.

Ce qui renvoie à une autre réalité démographique : l'Europe prend de l'âge. Les plus de 65 ans font 19 % de sa population, contre 15 % aux Etats-Unis et 11 % en Chine. Or, le vieillissement se traduit non seulement par un moindre dynamisme et une population active au poids déclinant, mais aussi par des prélèvements en hausse pour financer les retraites. Son impact n'a cependant rien de fatal, comme le montre le Japon. Dans le pays le plus avancé dans la transition démographique, les plus de 65 ans sont 27 %, mais le PIB par tête a tout de même progressé de 21 % en vingt ans. C'est un peu mieux qu'en France (+18 %) mais surtout beaucoup plus qu'en Italie (+2 %) et sensiblement moins qu'en Allemagne (+31 %), les deux pays les plus vieillissants du continent.

L'autre problème d'offre porte sur la production. Après sa prééminence au XIXe siècle puis son rapprochement de l'Amérique dans les années 1990-2000, l'Europe semble rater les virages technologiques les uns après les autres. C'est le cas dans les télécommunications, avec la quatrième et la cinquième génération de téléphonie mobile. C'est peut-être aussi le cas dans l'automobile, avec l'avènement de la voiture électrique – malgré le parti pris de Renault dès 2006.

Ce n'est pas tant ici une question de moyens qu'une question de coordination et de vision stratégique à l'échelle du continent. La Chine impose aux fabricants étrangers des transferts de technologie et hiérarchise ses priorités industrielles dans son programme Made in China 2025. L'Amérique impose aux étrangers de lourdes amendes, attire les inventeurs du

monde entier avec son capital-risque et n'hésite pas à fermer sa porte quand elle le juge nécessaire. Pendant ce temps, l'Europe tergiverse. Bien sûr, l'année 2019 pourrait être moins mauvaise que prévu sur le Vieux Continent. Des petits signes printaniers sont apparus début mars. Bien sûr, rien n'est perdu. A l'ère numérique où tout va plus vite, les retournements peuvent être spectaculaires. Encore faut-il agir. ■

L'Europe semble rater les virages technologiques les uns après les autres.